

10 SEPTEMBRE 2020 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

*Ajaccio (Corse-du-Sud),*

Mesdames et Messieurs. Messieurs les chefs d'État et de Gouvernement, Mesdames et Messieurs, chers amis,

Je suis très heureux d'abord de vous accueillir pour ce sommet des pays du Sud de l'Union européenne en France et de vous accueillir pour la première fois en Corse. Et pour beaucoup c'est la première fois que vous foulez le sol de cette île magnifique et je veux vous dire la fierté qui est la nôtre de vous accueillir ici, la fierté de tous les Corses – je suis sur l'île depuis hier – de pouvoir vous faire partager les paysages que vous avez vus tout à l'heure et la baie qui est derrière nous mais aussi, vous le verrez ce soir, sa gastronomie et sa culture.

La Corse est pleinement enracinée, inscrite dans la Méditerranée avec d'ailleurs beaucoup d'échanges et des échanges que nous voulons développer avec nombre des autres territoires méditerranéens. J'étais tout à l'heure à Bonifacio, je le disais, 7 km espace Bonifacio de la Sardaigne. Donc le destin méditerranéen de la Corse est entier et je crois que notre présence ici c'est aussi la présence dans une île où les Carthaginois, Romains, Byzantins, Sarrasins, Pisans, Génois se sont succédés et qui est en quelque sorte un palimpseste de cette histoire méditerranéenne où, comme le disait BRAUDEL, tous ces apports successifs se sont fondus dans un monde unique. La Corse a souvent incarné aussi la grandeur de la France dans ses frontières et au-delà et elle vous accueille aujourd'hui avec bonheur, fierté et je voulais le dire.

Alors nous avons travaillé en amont de ce sommet. Il y a eu un premier échange, il va se poursuivre de manière plus informelle lors d'un dîner amical et de travail. Mais je crois que notre rencontre a beaucoup de sens aujourd'hui parce qu'elle intervient dans un contexte de crises multiples : une crise sanitaire d'abord que nos pays vivent tous, celle du covid-19 ; la crise économique et sociale qui en découle et qui nous touche, nous le savons, ô combien ; une crise écologique alors que la biodiversité marine et les écosystèmes de Méditerranée sont parmi les plus menacés au monde avec des pressions qui pénalisent le patrimoine et les économies de la région, et je le dis là encore dans une île qui a tôt pris conscience de l'importance de ce patrimoine ; une crise migratoire, j'y reviendrai, conséquence du fait démographique, des conflits, des déstabilisations sur la rive sud qui a fait de la Méditerranée depuis trop d'années une route de l'esclavage moderne et de la nécessité alors qu'elle a vocation avant tout à être un espace d'échanges, de mobilités choisies ; une crise sécuritaire parce que notre Méditerranée est aujourd'hui le théâtre de conflits qui durent en Syrie, en Libye sans que nous ne soyons collectivement parvenus jusqu'ici à apporter une solution politique inclusive, où la menace terroriste s'ajoute désormais à tout cela le jeu hégémonique de puissances historiques qui cherchent à déstabiliser toute la région, et le rôle de la Turquie comme de la Russie nous préoccupe à cet égard ; la crise politique, enfin, parce que la Méditerranée est traversée depuis des années par des tensions très profondes – religieuses, démographiques et énergétiques – qui nourrissent les crises et les tensions et qui en feront, si nous nous réveillons pas, un espace de confrontations et d'affrontements hégémoniques.

C'est pourquoi notre responsabilité en tant qu'Etat membre de l'Union européenne et Etats méditerranéens est de trouver les voies et moyens d'avoir une politique constructive en Méditerranée, de bâtir cette *pax mediterranea* pour nous tous, celle qui permettra les échanges harmonieux tout en faisant respecter la souveraineté européenne dans la région.

C'est dans cet esprit que nous avons ce soir évoqué d'abord l'agenda migratoire. Il est au cœur et il sera au cœur de l'agenda européen des prochaines semaines. Je le disais, l'impasse n'a que trop duré sur les sujets migratoires. Sur ce volet extrêmement important, je veux d'abord avoir un message de solidarité à l'égard de la Grèce. Après les terribles incendies, nous avons tous réaffirmé notre solidarité, notre soutien et je veux ici dire aussi que la France sera au rendez-vous de la solidarité concrète. Vous avez décidé, Monsieur le Premier ministre, justement de prendre en charge plusieurs migrants qui étaient sur le site de Moria et nous avons eu l'occasion d'échanger avec la chancelière MERKEL. L'Allemagne, la France et j'espère beaucoup d'autres pays qui pourront se joindre à cette initiative seront au rendez-vous de la solidarité et nous prendrons donc nos responsabilités en vous proposant de prendre en charge des mineurs non-accompagnés en particulier pour là aussi participer comme il se doit à cette solidarité européenne.

Au delà de cela, nous savons au fond depuis la première crise migratoire des dernières années que nous n'avons pas réussi à trouver une organisation satisfaisante. Notre conviction collective affirmée ce soir est de vouloir réinscrire dans les prochaines semaines, et en particulier dans le cadre de la communication que la Commission aura à faire, cette volonté d'avoir un agenda volontariste sur le plan migratoire.

Cet agenda migratoire, la deuxième conviction que nous portons c'est qu'il doit être complet, avec un volet interne et un volet externe. Un volet interne qui consiste à améliorer justement, je ne vais pas ici rentrer dans le détail, nos procédures d'asile, de retour, la clarté de la responsabilité et des conditions d'accueil, la convergence de nos systèmes nationaux d'asile et d'accueil, la réforme du code Schengen, une meilleure prise en compte des mineurs non accompagnés. Mais un volet aussi externe et sur lequel nous avons réaffirmé cette fois-ci notre volonté, d'une part, de travailler de manière beaucoup plus proactive avec les pays d'origine ou de transit pour les aider à faire face à la crise migratoire, en particulier la Tunisie, l'Algérie, le Maroc.

Nous l'avons largement évoqué une volonté aussi qui est la nôtre de responsabiliser et renforcer les mécanismes de prévention des flux. Et là dessus, nous avons particulièrement insisté cet après-midi, premièrement sur la nécessité pour l'Union européenne de réinvestir dans cette politique de soutien à la Libye pour former et financer des gardes côtes libyens et prévenir les mouvements de la route de Méditerranée centrale vers Malte et l'Italie ; et de réaffirmer notre volonté de faire vivre dans sa plénitude l'accord de 2016 avec la Turquie qui, là aussi, responsabilise la Turquie sur les flux migratoires avec la nécessité de refaire fonctionner le mécanisme de réadmission qui est aujourd'hui à l'arrêt. Nous avons sur ce volet très clairement je crois une convergence forte ainsi réaffirmée et nous aurons l'occasion de le porter dans nos agendas à 27.

Le deuxième grand sujet que nous avons abordé, c'est évidemment celui de la Méditerranée orientale et de la relation avec la Turquie. Nous avons défini, comme nous l'avons fait au cours de l'été avec la chancelière fédérale d'Allemagne, un agenda commun pour faire respecter la souveraineté européenne, le droit international et favoriser la désescalade. Et je crois pouvoir dire que d'abord nous avons eu sans ambiguïté un message de soutien à l'égard de la Grèce et de Chypre, message de solidarité et de soutien face aux provocations unilatérales, aux forages illégaux ou aux mouvements de menace de la souveraineté d'Etats européens.

Mais nous avons aussi collectivement réaffirmé une volonté que nous porterons autour de la table du Conseil européen à 27, une volonté de réengager un dialogue responsable et de trouver les voies de l'équilibre dans toute la région. Ce dialogue on sait, nous en savons tous la difficulté. Nous n'avons aucune naïveté mais nous souhaitons le réengager de bonne foi et nous comptons beaucoup sur le rôle du Haut représentant, du président du Conseil, Messieurs BORREL et MICHEL, dans la période qui s'ouvre.

Nous avons une déclaration commune qui est en train d'être éditée qui, dans son paragraphe 6, détaille de manière très scrupuleuse exactement notre position commune ainsi négociée. Et au fond, notre

objectif c'est véritablement de restaurer des relations normales qui permettent la stabilité dans la région avec la Turquie, d'obtenir la fin des actions unilatérales, de pouvoir obtenir la fin des forages évidemment, un plein respect de l'embargo sur les armes pour l'ensemble des puissances de la région en Libye et d'accepter que sur les désaccords qui existent dans la région la manière de les régler doit être négociée, et devant les enceintes internationales pour ce qui est des débats juridiques qui sont les nôtres. Voilà le cadre de la discussion, et encore une fois il est très clairement notarié dans ce paragraphe 6 de notre communiqué.

Nous avons la détermination de réengager ce dialogue en coopération, mais l'exigence aussi que nos principes soient respectés dans la durée. Je suis convaincu aussi que l'échange entre l'Union européenne et la Turquie est bénéfique pour les deux parties. Il y a un agenda économique, il y a un agenda d'échanges énergétiques qui peut être retrouvé et c'est notre souhait collectif. Exigence, volonté de désescalade avec des principes simples et claires que nous avons réaffirmée parce qu'aucun dialogue n'est possible s'il repose sur un abandon de souveraineté ou une faiblesse coupable. Voilà le cadre qui est le nôtre.

Ce soir, nous aurons l'occasion de poursuivre sur d'autres sujets. Nous parlerons et échangeons nos vues sur la Libye. Je rappelais l'importance du respect complet de l'embargo sur les armes par toutes les puissances, l'importance aussi à cet égard de la mission européenne IRINI qui a pu d'ailleurs constater plusieurs infractions d'ores et déjà de plusieurs puissances régionales.

Nous aurons l'occasion de revenir sur un agenda positif euro-méditerranéen, un agenda du savoir, de la coopération entre les deux rives de la Méditerranée, un agenda en matière d'énergie, de biodiversité méditerranéenne et d'ambition climatique. Nous aurons l'occasion de tenir un One Planet Summit consacré à ce sujet qui sera organisé à Marseille début d'année prochaine. Nous parlerons des coopérations en matière de santé, d'éducation, de formation, d'université, de culture et de patrimoine, et nous nous coordonnerons aussi sur les grands sujets régionaux. Je pense au Liban, à la crise syrienne et aussi au reste de l'agenda européen.

Je ne veux pas être plus long. Je veux à nouveau vous remercier, chers collègues, d'être présents aujourd'hui pour ce sommet Med7 dans un agenda chargé. Je veux remercier la Corse et les Corses de nous accueillir, et vous dire toute la fierté qui est la mienne d'honorer l'engagement que j'avais pris dans le discours de Bastia en février 2018, la fierté de faire partager la beauté de nos paysages et de l'île à tous mes confrères. Merci beaucoup.